

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

VENDREDI 15 DECEMBRE 1978 — N° 812

Commission paritaire N°56 942 Tel. 636.73.76

2, 00 F.

Les sinistres mesures du conseil des ministres

- Remise en cause des 90 %
- Augmentation des cotisations vieillesse
- Contrôle médical renforcé



Le Conseil des ministres a décidé que c'est sur les salariés qui reposent deux tiers de la facture du déficit de la Sécurité sociale. Les travailleurs verront ainsi leur feuille de paye amputée de 1,5 à 2 % de son montant : alors que

l'inflation continue à galoper, le gouvernement diminue les salaires ! Il compte ainsi récupérer 11 milliards de nouveaux francs.

Ces mesures seront accompagnées d'un contrôle médical encore plus strict

à l'encontre des travailleurs en arrêt maladie.

Concernant le chômage, le gouvernement a pris la décision d'imposer par voie législative ce que le patronat n'était parvenu à arracher aux confédérations syndicales au cours de

leurs nombreuses rencontres à ce sujet : «Les licenciés économiques» ne pourront toucher les 90 % plus d'un trimestre. Ensuite, l'indemnisation sera réduite, automatiquement chaque trimestre. Pour le moment, le gouvernement n'a pas précisé les «taux» qu'il allait proposer à l'Assemblée.

C'est le Parlement convoqué en session extraordinaire à la veille de Noël qui déterminera exactement l'importance de l'attaque contre les travailleurs.

A l'initiative de la CGT, une réunion avec la CFDT et la FEN devait se tenir jeudi après-midi, pour organiser une riposte commune.

Ces attaques ne peuvent en effet rester sans réponse.

ENCORE 3 INTERVENTIONS POLICIERES CONTRE LES TRAVAILLEURS

Mardi, les CRS intervenaient contre les travailleurs de Malaunay en Seine Maritime qui occupaient l'entreprise depuis le 20 novembre.

Mercredi, en fin d'après midi, après une journée de provocations, les flics intervenaient contre le piquet de grève aux Centres de Tri Automatiques de Nanterre et d'Issy les Moulineaux.

Pas une lutte sans intervention policière, semble être la devise du gouvernement Barre qui cherche à y habituer les travailleurs.

Lire en page 8

La Hague

Mobilisation contre un cadeau empoisonné

Deux accidents survenaient coup sur coup ; le 9 et le 14 novembre au centre de retraitement des déchets radioactifs de La Hague.

C'est dans ce contexte d'insécurité, de non maîtrise de la technique du retraitement qu'arrive en cette fin d'année le *Pacific Fischer* chargé de 13,5 tonnes de déchets en provenance du Japon.

La Hague ne veut pas être la poubelle atomique du monde. 18 organisations politiques, syndicales, écologistes, paysannes s'apprentent à «accueillir» ce cadeau empoisonné. Elles appellent à une manifestation samedi 16 décembre à la mairie d'Equeurdreville.

Lire en page 2

C.C. du PCF : contre l'Europe

Si l'on en juge par les textes qui en sont issus, le Comité central du PCF a discuté essentiellement de trois questions : l'Europe, les luttes, et le recrutement. C'est sur les deux premiers points que la direction entend mobiliser les militants dans les mois qui viennent, qui seront aussi ceux de la préparation du 23^e Congrès. Le PCF a mis au point une proclamation en 20 points sur, ou plutôt contre l'Europe. Marchais a également affirmé que le PCF entendait impulser la lutte contre le chômage, particulièrement dans la sidérurgie, là où il n'y a pas si longtemps il faisait croire que les nationalisations solutionneraient tout...

Lire en page 3

Déclaration du PCR ml et du PCML sur le Vietnam

Lire en page 6

25 millions pour votre quotidien !

Somme réunie à ce jour : 23,7 millions

Lire en page 3

● Larzac : autoritarisme et tentative d'apaisement

Après leur marche de 710 kilomètres sur la capitale, les paysans du Larzac avaient reçu la certitude que le dialogue pouvait être engagé entre eux et le ministère de la Défense. En l'occurrence le dialogue semble tourner court.

Le préfet de l'Aveyron vient de réaffirmer, tout comme Bourges a pu le faire très récemment, que l'extension se ferait dans son intégralité prévue, soit 17 000 hectares, tout en insistant sur les possibilités de dialogues. La Défense se dit prête à quelques concessions, (droit de pacage sur certaines terres, possibilité de récupérer des «poches agricoles»), tout en affirmant «c'est 17 000 hectares ou rien» et que cette surface est un «minimum, une nécessité inéluctable». D'un autre côté, le sous-préfet de Millau déclarait le 11 décembre, que «l'autorité militaire devra subir et accepter des contraintes considérables» et que le Larzac «vivra d'abord grâce aux agriculteurs». Ces derniers ont décidé pour leur part, devant la fermeté affichée par le pouvoir, d'entamer diverses actions pour réaffirmer leurs positions («non à l'extension du camp» et dénoncer «les mensonges de Bourges»). Une série d'actions ponctuelles va être entreprises, tandis que les paysans du Larzac émettaient des doutes quant à l'utilité d'une nouvelle rencontre avec des représentants du ministère de la Défense.

● Soldats : des anciens du 1^{er} RAMa écrivent à leur colonel

Une cinquantaine d'anciens appelés ayant servi au 1^{er} RAMa ont fait parvenir à leur ancien chef de corps, le colonel Jacques Leclerc, une lettre ouverte. Dans un style ironique, les anciens appelés lui font part de la réflexion collective qu'ils ont menée à propos de leurs temps de service passé au 1^{er} RAMa, montrant la coupure sociale qui existe entre les appelés et leur ancien milieu, dénonçant l'ingratitude et l'inutilité de la plupart des tâches qu'ils ont eu à effectuer. Les anciens appelés font également part de leur réserve quant à l'efficacité de l'armée en cas de conflit, bien qu'ils aient participé à des «manœuvres onéreuses». «Nous vous remercions» poursuivent-ils, «de nous avoir envoyé nettoyer les côtes bretonnes dans le cadre d'une opération de prestige qui ne servait qu'à couvrir le gouvernement auquel vous êtes subordonné, mais dont l'efficacité quasi-nulle brisait les meilleures volontés».

Ils dénoncent également le rôle de l'armée de guerre civile, et briseuse de grève (pian «aspirateur» contre les grévistes éboueurs), et abordent, bien sûr, le problème de la solde dérisoire et des transports aux tarifs excessifs. Les appelés concluent en soulignant que malgré les pressions et la répression, un comité de soldats a été créé et continue de lutter sur le 1^{er} RAMa.

● Harfleur : explosion mortelle procès de GDF

En 1974, une explosion soufflait un pavillon à Harfleur (Seine Maritime) faisant sept morts et six blessés. L'enquête établit rapidement que la rupture d'une canalisation de gaz était à l'origine de la déflagration : le gaz s'était ensuite infiltré dans la cave du pavillon.

Lundi et mardi, trois personnes étaient jugées au Havre pour leurs responsabilités dans cette catastrophe : un fonctionnaire de GDF, le directeur du service d'assainissement du Havre et un conducteur de travaux. Selon certaines expertises les travaux d'installation de la canalisation avaient été très mal exécutés. La présence d'ouvrages installés par la ville du Havre près de la canalisation aurait également joué un rôle. Enfin et surtout, la responsabilité de GDF paraît écrasante : un an plus tôt au même endroit une rupture avait été réparée, mais GDF n'avait pas tenu compte de l'affaiblissement de la canalisation.

Un avocat de la partie civile et le procureur se sont d'ailleurs rejoints pour déplorer l'absence dans le box des accusés, des «intouchables» de GDF. Dans ce procès en effet GDF principal responsable n'est pas là, sinon par un fonctionnaire subalterne, qui sera sans doute acquitté !

THONVILLE

Vendredi 15 décembre 78 à 20 h 30 au Baffroi de Thionville, les Amis de la Terre de Thionville présentent le film *L'An 01*, de Gebe, on arrête tout, on réfléchit et c'est pas triste.

La Hague : approche du cargo de déchets radioactifs japonais

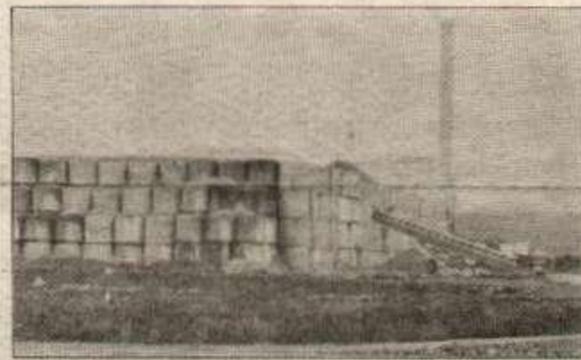
UN CADEAU EMPOISONNÉ POUR LES FETES

● La population du Nord Cotentin, où est installé le centre de retraitement des déchets radioactifs de la Hague, s'apprête à recevoir le chargement de déchets en provenance du Japon, que leur fait parvenir la COGEMA pour cette fin d'année. Un cadeau empoisonné dont elle se serait bien passée, compte-tenu des difficultés du centre à traiter les déchets dans des temps suffisamment brefs, mais aussi dans des conditions de sécurité satisfaisantes et pour les travailleurs du centre et pour les populations environnantes. Le grave accident du mois dernier est encore présent dans les mémoires.

Le 9 et le 14 novembre dernier avaient lieu consécutivement deux accidents au centre de retraitement des déchets radioactifs de la Hague (cf QdP n° 792), accidents qui contaminaient directement trois travailleurs, et sept autres de façon secondaire par propagation des matières radioactives. Ces accidents ne faisaient que confirmer les déplorables conditions de travail dans le centre et la légitimité des revendications de la section CFDT qui préconise toujours (depuis octobre 1977) un arrêt du centre de six mois pour y entamer les réparations les plus urgentes.

UNE TECHNIQUE QUI N'EST PAS MAITRISEE

C'est malgré tout dans ce contexte d'insécurité



Stocks radioactifs de la Hague

flagrante que la COGEMA (compagnie générale de matières nucléaires, filiale privée du CEA) a signé des contrats de retraitement de déchets radioactifs d'autres pays, tels que l'Allemagne, la Suède, le Japon...

Alors que la COGEMA prétend traiter 800 tonnes de déchets par an à la Hague, seule une cinquantaine de tonnes a pu être traitée depuis 1976, plus de 200 restant en attente. Pour la CFDT, le traitement des cinquante tonnes ne constitue pas une expérimentation suffisante pour le nouvel atelier de retraitement (UP 3), les déchets rejoignent donc le stock en attente dans des conditions de sécurité peu satisfaisantes, dont les risques croissent avec la durée de stockage.

Et précisément, c'est la première livraison japonaise (13,5 tonnes de matière brute sur les 1 600 tonnes de contrat passé avec le Japon), qui approche des côtes françaises, en vue

d'être livrée à Cherbourg et ensuite être acheminée à la Hague. Dès l'annonce du départ du cargo, le mois dernier, le «Pacific Fisher» (sic), la mobilisation s'organisait dans le Cotentin pour s'opposer à cette livraison pour le moins inopportune.

Dix-huit organisations politiques, syndicales, écologiques, paysannes se constituaient en front autour d'une plate-forme pour travailler à la mobilisation, notamment «par une action d'information envers les populations sur les transports de combustibles irradiés et les enjeux de l'extension de la Hague» et «par une action, sur des bases de classe, sous les formes les plus appropriées, sur les transports de déchets étrangers, transport maritime en particulier ; cette action étant une première étape dans l'action qui sera nécessaire pour s'opposer à l'extension de la Hague.»

La COGEMA entend s'étendre sur 80 hectares supplémentaires).

LA MOBILISATION SE PREPARE

La mobilisation pour la réception du «Pacific Fisher» s'effectue conjointement des deux côtés de la Manche, puisque la centrale anglaise de Windscale doit retraiter la moitié du chargement radioactif du cargo, et des contacts ont eu lieu entre les diverses organisations. L'association Greenpeace, qui s'était distinguée dans la sauvegarde des baleines et des phoques, vient d'envoyer l'un de ses bateaux à la rencontre du navire indésirable. Dans le même temps, la municipalité d'Equeurdreville, par où doit passer le convoi routier d'acheminement des déchets, vient de publier un arrêté municipal interdisant sur son territoire les passages de convois chargés de matières radioactives.

La COGEMA entend certainement jouer sur la période des fêtes et la traditionnelle «trêve des confiseurs» pour débarquer sa marchandise ; la population du Cotentin s'y prépare néanmoins, elle refuse de faire les frais de la course aux profits entamée par la COGEMA au détriment de la sécurité des travailleurs et des populations, la Hague ne veut pas être la poubelle atomique du monde !

Manifestation : 16 heures samedi 16 décembre de la mairie d'Equeurdreville, vers l'aire de stockage de «la Saline».

L'Etat à l'avant-garde de l'exploitation féminine

Les femmes représentent 38 % de la population active, alors que 53,3 % des demandeurs d'emplois (en chiffres officiels) sont

également des femmes ; ces chiffres nous éclairent déjà sur la réalité du travail féminin dans notre société, chiffres desquels il ressort

que les femmes sont employées comme force d'appoint, tout comme leurs salaires.

Sur les 8 millions de travailleuses, l'Etat emploie 800 000, se taillant ainsi la première place des employeurs de femmes. On se souvient que les représentants du gouvernement ont fait de belles déclarations sur la promotion des carrières féminines ; les chiffres fournis par le Comité du travail féminin, officine gouvernementale, nous éclairent quant à son application : 65 % des femmes employées par l'Etat sont dans la dernière grille hiérarchique. En fait les multiples remparts dressés pour gravir les échelons, concours, nombre de places limitées, liés à la double journée de travail et à la durée des transports souvent excessive,

sont autant de freins pour les femmes qui ne peuvent trouver le temps d'étudier et ainsi d'être en mesure de se présenter avec les meilleures chances. Sans compter que les causes d'absentéisme, spécifiques aux femmes (grossesses, éducation des gosses), créent elle aussi des réticences de la part de l'employeur et à l'embauche, et à la promotion. La fonction publique, et les tonnes de paperasses qui nécessitent des travaux ingrats et répétitifs, sans qualification précise, employant essentiellement des femmes permet ainsi à l'Etat de maintenir des salaires très bas, et de contourner ainsi le principe que le gouvernement avait repris à son compte : «à qualification égale, salaire égal» puisque les hommes sont absents de ces travaux...



Des tâches ingrates et sous payées...

Comité central du PCF CONTRE L'EUROPE

Le Comité central du PCF s'est réuni mardi et mercredi. Curieusement, aucun rapport n'y a été présenté. Marchais a rendu compte des travaux de ce C.C. mercredi à 13 heures sur TF 1. Plusieurs points ont été discutés.

La situation économique et sociale, et particulièrement les licenciements massifs dans la sidérurgie, ont donné l'occasion à Marchais de se déclarer « plus résolument que jamais aux côtés des travailleurs en lutte pour la défense de leurs revendications ». Le PCF refuse, a-t-il dit, tout licenciement dans la sidérurgie. Fortes paroles, mais qui contrastent avec celles de la période pré-électorale, pendant laquelle la préoccupation principale de ce parti consistait à faire campagne pour la nationalisation de la sidérurgie, ou plus exactement pour l'inscription de celle-ci dans le Programme commun. Dans la période immédiate, il ne semble pas non plus que les propositions concrètes du PCF dans la lutte contre les licenciements soient particulièrement percutantes.

Sur l'Europe, Marchais a rappelé les positions connues, affirmant que « sur ce point, un mouvement puissant est en train de naître ». Ce mouvement expliquerait selon Marchais la prise de position de Chirac et du groupe RPR, qui « prennent en compte un mouvement profond d'opposition à une politique d'abandon de notre indépendance et de notre souveraineté ». Et d'ajouter : « Ce n'est pas la première fois que nous nous retrouvons ensemble quand les intérêts fondamentaux de la France sont menacés. » Il relève tout de même « beaucoup d'ambiguïté » dans la position du RPR.

Enfin, il a estimé « positive » la réunion de 400 intellectuels du PCF, qui



s'est tenue à Vitry le week-end dernier.

Le PS réagit vivement aux votes convergents du RPR et du PCF sur le financement de la campagne européenne. La Lettre de l'Unité s'étonne de ce rassemblement « des voix extrêmes » et parle d'un PCF « replié », « rétro » au sein duquel « l'eurocommunisme est en veilleuse ».

Rocard a déclaré lors d'une récente conférence de presse : « La troisième force est une coalition sans principe faite pour gérer cyniquement un patrimoine électoral. Elle existe, je l'ai rencontrée, c'est l'alliance communistes-RPR. L'émergence de cette coalition (...) est soulevée par la plus dangereuse des passions : le nationalisme. Le parti communiste français montre à travers cette stratégie là qu'il a, dans sa pratique quotidienne, totalement abandonné toute référence à l'union de la gauche. »

Les 4 orientations du CC du PCF

Quatre textes sont sortis de ce Comité central : une proclamation sur l'Europe, une résolution sur la situation politique, une déclaration sur le Vietnam et un appel aux cellules. La proclamation sur l'Europe se présente sous la forme de 20 propositions, qui vont du refus de l'élargissement de la CEE au souhait de voir l'Europe des Neuf appliquer plus complètement les accords d'Helsinki. En marge de cette proclamation, le CC du PCF a désigné les 81 candidats de ce parti aux élections de juin. La résolution sur la situation politique est elle aussi axée pour l'essentiel sur l'Europe. Une seule allusion à la situation interne du PCF : « Depuis le mois de mars, une grande discussion a lieu dans le parti (...) qui en sort grandi (...). Sans doute des communistes se posent encore des questions dans la situation actuelle. Il convient donc de poursuivre la discussion ».

La déclaration sur le Vietnam appelle les militants à poursuivre la campagne engagée depuis quelques semaines.

Enfin, l'appel aux cellules comporte trois directives : organiser d'ici le 15 février des assemblées de remises de carte, accélérer l'étude de la composition sociologique du parti (décidée lors d'un précédent CC) et enfin élire dans toutes les cellules le secrétaire de cellule et le bureau de cellule. Il s'agit là bien sûr de préparer le 23^e Congrès.

25 MILLIONS POUR QUE VIVE LE QUOTIDIEN

Bourguoin	
L.L.	300
Montceau les Mines	
Des mineurs	25
Des enseignants	15
Pesmes	
Un ancien résistant du Vercors	20
Jarville	
Un enseignant	200
Vandœuvre	
Ventes	278

Clermont Ferrand	
A.L.	350
PARIS	
F.T.	350
Grande Synthe	
M.M.	200
TOTAL	1 738
ANCIEN TOTAL	235 480
NOUVEAU TOTAL	237 218

Pour les 25 millions du Quotidien du Peuple, je verse F.

Nom :

Adresse :

Établir les chèques à l'ordre du Quotidien du Peuple : CCP ; centre Paris, compte N° 23 132 48 F
Crédit Lyonnais : agence ZU 470 compte N° 7 713 J

● Fête du PCF à Lille : maigre succès

La fête du PCF qui s'est tenue le week-end dernier à Lille constituait le premier rassemblement régional depuis les élections de 1978. Il s'est tenu sur un fond général de démobilisation des militants : quelques centaines de participants le vendredi et le samedi, quelques milliers le dimanche, nettement moins que ce qui était prévu.

Un des thèmes de la fête était la lutte. Liberté, quotidien régional du PCF sur la région, annonçait : « Ils seront là, tous ces travailleurs, pour crier la vérité ». En fait, les stands des travailleurs en lutte (Massey-Fergusson, Alcatel, Peugeot, CHR, Teddy Boy) brillaient de leur absence.

Aucun échange d'expériences entre travailleurs en lutte n'avait été prévu.

Sur neuf débats annoncés, seuls deux se tiendront réellement, celui sur l'immigration et celui sur « l'URSS et nous ». Au débat sur l'immigration, les orateurs, après avoir tracé un tableau défaitiste des luttes des travailleurs immigrés, seront incapables de répondre à la question : « Pourquoi le PCF refuse-t-il de reconnaître le Comité de coordination des foyers Sonacotra ? ». A ce sujet, un journaliste, membre du PCF, dira qu'il avait été le seul de son parti à avoir participé à la manifestation des résidents à Paris, et qu'il trouvait scandaleux que le PCF n'y ait pas appelé.

Au débat sur « l'URSS et nous », dès que l'un des auteurs, Adler eut terminé un long exposé fumeux sur son ouvrage, les interventions fusent : « Où est le livre « Rue du prolétaire rouge » ? Réponse : « Il est épuisé, et d'abord il est exécutable, car il ne s'appuie que sur le vécu ». D'autres interventions remettront en cause la politique extérieure de superpuissance de l'URSS, notamment sa politique de massacre du peuple érythréen. Les orateurs tenteront de fournir des explications embarrassées en condamnant l'effort de guerre soviétique en Erythrée, mais pour réaffirmer immédiatement que l'URSS est un pays socialiste et qu'elle s'oppose à la guerre. En ce qui concerne l'agression vietnamienne contre le Cambodge, les organisateurs la justifieront en affirmant que « le Cambodge est un pays fasciste ». Le débat s'est clos immédiatement après cette affirmation péremptoire.

Cette fête aura surtout montré les difficultés de la direction du PCF à resserrer ses rangs, comme en témoigne la participation plus faible que prévue. Selon les chiffres du PCF lui-même, les démissions ont affecté 1/3 des effectifs sur Lille cette année : cette érosion touche notamment les cellules d'entreprise.

D'après correspondance

DEBRE, L'EUROPE... ET LE PCF

Interrogés à propos des convergences PCF-RPR sur la question européenne, Debré a déclaré jeudi matin sur France Inter : « J'y vois de la part du Parti communiste une sorte d'intelligence des réactions populaires (...). Que les communistes viennent derrière moi me réjouit. J'espère qu'il y aura aussi beaucoup d'anticommunistes ».

« SOLUTIONS INDIVIDUELLES HUMAINES ! »

Répondant à une question à l'Assemblée, Barre a déclaré que le gouvernement se souciait de négocier avec les organisations syndicales « des solutions individuelles humaines ». Les organisations syndicales ont décidé pour leur part une grève pour 24 heures, mardi, dans le bassin sidérurgique de Longwy-Villerupt.

SCANDALEUX VERDICT

Quatre jeunes passaient mardi en Cour d'assise pour avoir noirci le mur d'une église et fait un trou dans le mur du local RPR. Verdict invraisemblable : quatre ans de prison ferme pour l'un, trois ans pour un autre, trois ans dont 18 mois avec sursis pour le troisième et trois ans dont deux avec sursis pour le quatrième inculpé. Après le verdict scandaleusement complaisant pour les euro-fascistes de Marseille et les nombreuses usines évacuées par les flics chaque semaine, nul ne peut nier que Giscard a bien l'intention d'inaugurer « la douce France ».

DOUCE FRANCE

Pour s'opposer aux licenciements de la moitié des effectifs, les 150 ouvriers de l'entreprise Malaunay en Seine Maritime occupaient leur usine depuis le 20 novembre. Les flics les ont évacués mardi.

Téléphonez au Quotidien
636 73 76

LUTTES OUVRIERES

● Pau : contre les atteintes aux droits des immigrés, Mobilisons-nous !

Après la semaine hypocrite du dialogue Français Immigrés, après la condamnation par le conseil d'Etat des circulaires discriminatoires envers les travailleurs immigrés, le gouvernement renonce moins que jamais à prendre pour cible nos camarades immigrés : les expulsions se poursuivent dans l'arbitraire le plus total (500 000 immigrés ne verront pas leur carte de séjour renouvelée). A l'appui des arguments racistes selon lesquels les immigrés seraient responsables du chômage et de la crise, le gouvernement cherche à diviser la classe ouvrière. A Pau, un immigré espagnol, Gabriel Crespo, qui poursuit actuellement un stage en AFPA, risque de se voir signifier son avis de refoulement. Alors que depuis trois semaines les pouvoirs publics l'ont laissé sans papiers et dans une illégalité de fait, jeudi il sera convoqué à 9 h 45 à l'Hôtel de police et risque donc d'être expulsé dans les 48 heures. Pour faire face à cette éventualité, il est nécessaire de se mobiliser rapidement : pour que Gabriel obtienne le renouvellement de sa carte de séjour ; pour l'égalité des droits entre Français et Immigrés. Le comité de solidarité français-immigrés, soutenu par les organisations politiques et syndicales, se réunissait jeudi (rue Michel Hounau) pour organiser la poursuite de l'action.

Le Comité de solidarité français immigrés,
soutenu par l'UL-CGT, la section CFDT
du centre hospitalier spécialisé,
Le PCR ml, Le comité Larzac,
Le Comité des franciscains de Pau,
le Comité de soutien aux objecteurs
de consciences, l'ORT, le Syndicat unitaire,
les CCA.

● Lyon : réunion d'information sur la lutte des foyers

Depuis 4 ans, 40 000 travailleurs immigrés sont en grève des loyers pour :

- La diminution des loyers de 100 F (actuellement 300 F pour 6 m²)
- Le statut de locataire et le renvoi des gérants racistes.
- L'établissement des règlements intérieurs par les résidents eux-mêmes, le droit de visite et de réunion.

Les délégués des 130 foyers en grève, réunis en Comité de coordination, exigent la reconnaissance du Comité comme seul représentant des résidents, habilité à négocier avec la direction Sonacotra. Après avoir déjoué toutes les manœuvres de répression et de division, ils renforcent la lutte, et appellent à la solidarité des travailleurs. C'est pourquoi le Comité de soutien de Lyon appelle à une réunion d'information sur la grève des résidents des foyers Sonacotra, ADEF, AFTAM, AFRP, Logirep...

Le samedi 16 décembre 78 à 20 h
à la Maison des Jeunes et de la Culture
de St Rambert, la Barbe, 8 rue Ernest Fabrégué,
69 009 LYON

Corr. Lyon

● Appel des stagiaires Léo-Lagrange

Nous faisons partie d'un stage pré-formation Barre sous l'égide du ministère du Travail depuis le 16 octobre pour une durée de six mois. Nous n'avons toujours pas nos salaires. Nous exigeons :

- être payés avant le 25 décembre ;
- un véritable statut de salarié, ce qui signifie un salaire minimum égal à 100 % du SMIC pour tous, quel que soit notre âge ;
- le droit au chômage lorsqu'il n'y a pas d'embauche en fin de stage ;
- le paiement régulier de notre salaire, des primes de repas et de transport, des indemnités conséquentes en cas de maladie ;
- un diplôme reconnu par l'Etat ;
- les mêmes droits pour tous quel que soit notre âge

Pour tous renseignements complémentaires, nous joindre au 737 12 13 (club Léo-Lagrange de Levallois) ou à l'ARC (Atelier de recherche et de création) de Clichy au 270 03 18.

Communiqué

SIDERURGIE (LONGWY)

SOS EMPLOIS

Mardi 12 décembre, 15 h 30 : au local de l'UL-CFDT, la nouvelle attente vient de tomber : 4 700 emplois supprimés à Usinor-Longwy, et suppression de la phase liquide (hauts fourneaux, aciérie) d'ici 1980.

A l'usine de Thionville, une coulée continue sera réalisée mais elle n'empêchera pas 250 nouvelles

suppressions d'emplois. Et les 1 000 travailleurs de Thionville mutés l'an dernier sont aujourd'hui particulièrement menacés, alors que près de 4 000 suppressions d'emplois ont eu lieu, soi-disant pour sauver Longwy.

Ici, ce n'est plus une surprise. La presse locale bien informée, avait annoncé le détail du plan de

restructuration, il y a plusieurs jours. Et déjà lundi, ces prévisions concernant Chiers-Chatillon avaient été confirmées : construction de l'aciérie à Neuves-Maisons, mais fermeture de l'usine de la Chiers de Longwy (1 850 emplois supprimés).

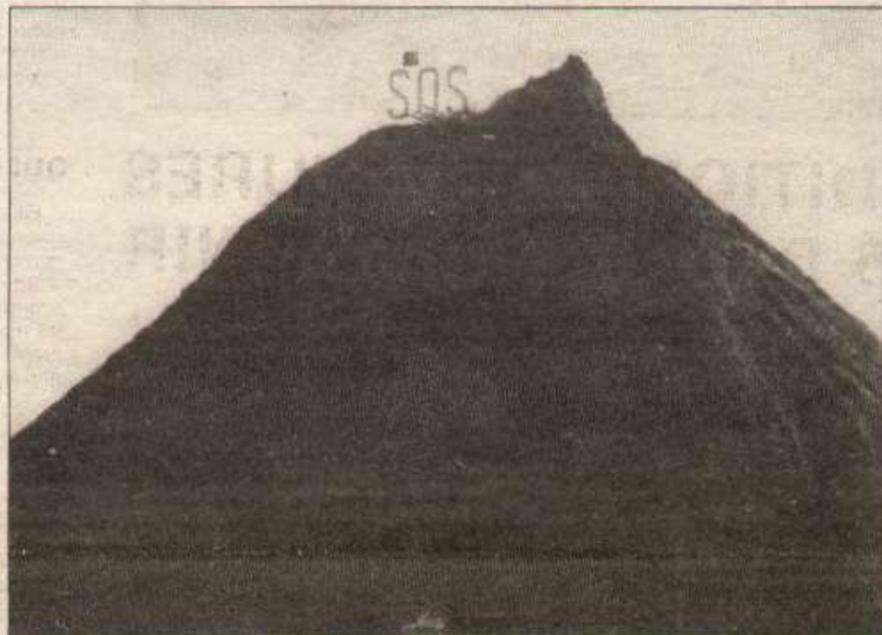
Les actions de sensibilisation sont en cours. Depuis samedi, le crassier

d'Usinor, qui surplombe de 170 mètres les usines et Longwy-bas, est orné d'un S.O.S. lumineux haut de 2,50 mètres. Au pied du crassier, des militants CFDT sont présents jour et nuit. Car cette initiative ne plaît guère à Usinor qui voudrait faire respecter son droit de propriété : les gardes accompagnés d'un huissier, ont prétendu intimider les travailleurs présents, mais sans grand succès.

Il faut croire que cette action ne plaît guère non plus à la municipalité PCF, qui a refusé de prêter du matériel pour installer ce campement à la CFDT.

Comment vont réagir les sidérurgistes et la population ? C'est difficile à dire aujourd'hui : colère, résignation, division sont présentes chez ces ouvriers qui, samedi matin, ont été interrogés par les militants de la CFDT dans le cadre de leur campagne de sensibilisation.

Ce qui semble nécessaire, pour engager la riposte, c'est de créer les moyens de surmonter les divisions entre usines, entre Français et immigrés... et de préciser les objectifs de lutte.



SOS lumineux avec des lettres de 2,50 m, placé sur un crassier par des militants CFDT

Corr. THIONVILLE

CONSEIL DES MINISTRES MAUVAIS COUP CONTRE LES CHOMEURS

● Le conseil des ministres de ce mercredi avait à son ordre du jour deux points essentiels : la réforme de l'indemnisation du chômage et la

situation de la Sécurité sociale. Dans les deux cas, les mesures prises constituent des attaques contre les acquis des luttes des travailleurs.

Sur le chômage, le ministre du Travail a proposé un projet de loi qui vise à réformer de façon importante le système d'indemnisation des chômeurs. Les prestations dont pourront bénéficier les chômeurs seront de quatre types :

- une «allocation spéciale pour licenciement économique» (les actuels 90 %). Le montant de cette allocation sera diminué chaque trimestre, officiellement pour «encourager la reprise d'un emploi».
- la «garantie de ressources» pour les travailleurs sans emploi de plus de 60 ans ;
- une allocation forfaitaire pour les jeunes à la recherche d'un premier emploi ;

● enfin, une «allocation de base» pour les autres cas, qui unifiera le système très complexe actuellement en vigueur.

Le communiqué du Conseil des ministres ne précise pas les détails du projet de loi : c'est ainsi qu'on ignore le montant de la nouvelle «allocation de base» ou de l'allocation pour les jeunes à la recherche d'un premier emploi. La seule certitude, c'est la réduction de l'attribution des 90 %, qui permettrait à certains travailleurs privés d'emploi de bénéficier de ressources réelles. Déjà, de multiples barrages sont mis pour que ceux-ci bénéficient de cette allocation pendant un an et il est fréquent que le bénéfice des 90 % soit retiré au bout de quelques mois. Désormais, avec cette loi, cela deviendra systématique.

● Le projet de loi gouvernemental sera discuté lors d'une session extraordinaire de l'Assemblée. La session en cours sera prolongée au-delà du 20 dé-

cembre, probablement de un ou deux jours.

Les mesures sur la sécurité sociale étaient connues quant à leur orientation : il s'agit, comme d'habitude, de réduire les prestations et d'accroître les cotisations. Les mesures suivantes ont été prises :

- pour l'assurance-vieillesse : à partir du 1^{er} janvier prochain, les cotisations sur le salaire plafonné seront relevées de 1,75 %, dont 0,5 % à la charge des employeurs et 1,25 % à la charge des salariés ;

- pour l'assurance-maladie : à partir du 1^{er} janvier prochain, augmentation de 4 % pour les salaires au-dessus du plafond, répartie en 2 % à la charge des employeurs et 2 % à la charge des salariés. Une nouvelle augmentation de 1 % à la charge des salariés doit intervenir au 1^{er} janvier 1980. Un projet de

loi sera déposé en vue d'utiliser une cotisation d'assurance-maladie sur les pensions de retraite ;

- de graves mesures sont prévues pour freiner l'accroissement des dépenses de santé. C'est ainsi que «des limites précises à l'augmentation des dépenses hospitalières seront fixées pour les trois prochaines années». D'autre part, il est prévu de poursuivre le fichage des médecins : des recommandations seront adressées aux caisses de sécurité sociale pour «renforcer les contrôles résultant de l'exploitation des profils médicaux» (il s'agit de contrôler le montant des prescriptions de chaque médecin, pour pouvoir rappeler à l'ordre ceux qui dépassent la moyenne).

Un ensemble de mesures graves qui appellent la riposte.

40^e Congrès de la CGT

DES CONDITIONS MEILLEURES POUR LES BATAILLES A VENIR

● Démocratie, tel fut bien le maître mot de ce 40^e Congrès de la CGT. Pour les délégués qui avaient participé au précédent, le changement est de taille, et ils ne s'en cachent pas : « Au 39^e Congrès, il y avait une sorte d'unité autour du Programme commun, tout était joué, on entérinait », nous disait un délégué cheminot. Cette fois, une grande partie des interventions au débat général s'est fait le reflet d'une exigence nouvelle, d'interrogations nombreuses, sur la politique suivie par la Confédération ces dernières années, et en particulier au moment des élections. Était-il juste que la CGT se fasse, comme elle l'a fait, le soutien zélé du PCF ? Pour la première fois, au cours du débat préparatoire et au cours du Congrès, la question a été posée, largement, comme un réel problème.

Il faut voir là, à n'en pas douter, les conséquences de l'orientation suivie dans les années d'avant les législatives de mars 1978 : l'activité de la CGT se réduisit de plus en plus au soutien de l'Union de la gauche pour se placer sous l'unique bannière de tant de défilés « Union, action, programme commun », pour aboutir, après la rupture de cette Union au soutien exclusif du PCF et de ses candidats. Le bilan, les militants le connaissent : ce sont les attaques patronales multiformes laissées sans riposte sérieuse, c'est la désyndicalisation par laquelle les travailleurs manifestent comment, eux aussi, tirent le bilan.

Une fois dissipée par l'échec électoral, la perspective tant promise d'un changement profond par la voie de l'Union de la gauche, il restait chez les militants les interrogations, les doutes, les critiques, ce sentiment, face à une réalité ne confirmant en rien les promesses, d'avoir été volé sur tous les tableaux et impuissants parce que dessaisis du pouvoir de décider. C'est pourquoi la première exigence fut celle de « démocratie » : s'exprimer, donner et forger son point de vue dans la discussion, c'est bien le minimum pour espérer devenir maître de ses luttes, de ses actions !

Cela, nous l'avons mesuré avant le congrès et aussi dans le congrès lui-même, dans ses débats mais surtout dans les discussions ouvertes, franches, fraternelles, avec de nombreux délégués.

Ces aspirations, cette exigence de démocratie, la direction ne pouvait pas l'ignorer. Devant l'ampleur des critiques, elle ne pouvait les balayer en traitant leurs auteurs de « gauchistes », au service de la réaction.

Au sein même de la direction, il est clair que tout le monde n'était pas d'accord pour « adapter » un tant soit peu la CGT à la nouvelle situation. Cette bataille s'est traduite d'une façon ouverte par la mise à l'écart de gens comme Frischmann, des PTT, qui avait défendu des positions jugées com-

me dangereuses pour l'avenir immédiat de la CGT...

Pour tous les militants qui veulent que triomphent dans le mouvement syndical des orientations de lutte de classe, cette affirmation de la démocratie est un premier pas, un premier succès important pour aller plus loin. Les militants, les délégués dans leur grande masse, souhaitent que les choses n'en restent pas là. Combien nous en ont fait part dans les discussions ! Pour eux, la démocratie, ça ne peut pas être des « discours sur le sexe des anges », des parolottes stériles. Ce doit être une arme pour mieux unir dans la lutte contre les exploitateurs, contre la politique de Giscard-Barre et les attaques d'envergure portées aujourd'hui contre les travailleurs, dans tous les domaines.

De ce point de vue, les choses sont claires : tout reste à faire ! La direction n'a nullement l'intention de remettre en cause une orientation qui a pourtant laissé la porte ouverte à tous les plans Barre. Le congrès n'a pas discuté et donc à

plus forte raison pris la moindre décision pour préparer et développer les ripostes efficaces, rassemblant tous les sidérurgistes, ou tous les travailleurs de la navale, ou du textile, ou des PTT, de la SNCF... Tous les travailleurs en fait puisqu'ils sont tous frappés comme jamais ils ne l'ont été !

Dans une telle période, un tel congrès n'aurait-il pas dû, au contraire, consacrer une bonne part de son travail à cela ? C'est bien dans ce sens qu'allaient plusieurs délégués faisant des propositions que Krasucki, par exemple, dans sa synthèse sur le rapport d'orientation, renvoya à plus tard, tout simplement !

Et les perspectives sur lesquelles la direction compte engager le syndicat, outre l'Union de la gauche nouvelle version qu'elle propose de préparer, sont du genre : « nouvelle politique industrielle », « gestion démocratique », « réformes de structures », signatures d'accord même mauvais pour pouvoir rester dans les négociations... Ces questions posées, sans que le Congrès ait à se prononcer, soulèvent bien des inquiétudes. Certains congressistes en faisaient état, craignant des compromissions possibles avec certaines orientations du PS. Mais le danger vient-il essentiellement de là, puisque l'orientation qui a conduit aux échecs précédents, n'est pas remise en cause ?

Toutes ces questions doivent faire l'objet d'une bataille. Il y va en premier lieu d'une riposte efficace contre les conséquences de la crise. Ce sera une longue bataille mais qui se présente aujourd'hui dans de meilleures conditions.

L'INDEPENDANCE DU SYNDICAT

Les repas eux aussi étaient une bonne occasion de discuter : au hasard des places à table. Des discussions riches, sur les principales préoccupations des délégués. Une grande question au cœur du débat, l'indépendance de la CGT par rapport au PCF. Nous avons abordé le sujet avec un groupe de sept délégués alsaciens, représentants diverses professions, et dont la plupart étaient membres du PCF. Ils ont, au départ, un grand souci que la CGT apparaisse comme indépendante, et ils mettent en avant les critiques formulées au Congrès : intervention de Ségué à Gentilly, « oubli » du programme CGT au profit du programme PCF... Dans la discussion nous constatons que les analyses du PCF et de la CGT restent très proches sur les rapports de classe, l'Europe, les multinationales, l'union de la gauche, « produire français »... Plus encore que celui du lien entre un syndicat « de classe » et un parti « de la classe ouvrière », le problème n'est-il pas celui de la ligne, des propositions et orientations ?

Si la CGT aujourd'hui éprouve le besoin de prendre des distances avec le PCF, n'est-ce pas parce que la confiance que lui accordent les travailleurs n'est plus la même ? Les délégués alsaciens n'évaluent pas toutes ces questions. Bien sûr les points de vue ne convergent pas forcément. En tout cas, chacun discute dans l'esprit « d'apprendre les uns des autres ».

LA DEMOCRATIE : UNE BATAILLE A POURSUIVRE SUR LE TERRAIN

Philippe travaille dans une petite boîte de Nancy, il est délégué du syndicat du Livre. C'est son premier congrès ; il en repartira enthousiaste, devant les tâches qu'il est bien décidé à prendre en mains, pour contribuer à changer les choses.

« Au début, j'étais un peu déçu de la façon dont se menaient les débats, avec « la démocratie qui vient d'en haut ». Allait-on simplement répéter « démocratie » comme un mot d'ordre ? Et puis j'ai senti qu'il y avait une volonté de la base d'intervenir au Congrès pour dire « on n'est pas d'accord avec ça ou ça ». Ça n'aurait jamais été possible avant. Même s'il y a encore des choses qui bloquent, s'il y a encore une certaine prudence, des problèmes pas encore débattus... »

« Pour moi, la suite du Congrès, c'est la grande question. Il faut répondre à une nouvelle prise de conscience. Si la CGT veut être à la hauteur des luttes, il faut pousser encore plus loin, dans les sections. J'ai déjà quelques idées, pour rendre compte du Congrès devant mes camarades, je me rendrai sur place au maximum. Dans la façon d'appréhender les choses, il faudra lutter contre les habitudes. Le Congrès, ce n'est pas seulement Grenoble. Un après-midi à peine, pour discuter d'un texte, c'est très peu... Pour les luttes, par exemple, l'intervention du délégué de Drome-Ardèche était intéressante, avec l'idée d'enquêter en profondeur parmi les travailleurs sur les revendications, les formes de lutte, la participation des gars à l'élaboration de l'action... Pour nous, au niveau de l'UD, c'est aussi un besoin, on cherche, on n'a pas pris de décision. Mais on a la volonté d'avancer. On va intervenir sur des domaines où on n'intervenait pas, sauf au niveau des structures. En tout cas, on la volonté de le faire. »

QUEL SOCIALISME ?

Encore avec Philippe, nous avons parlé du socialisme. Quel socialisme ? Question peu abordée dans le Congrès, puisque les motions, adoptées à la va-vite, sur la question des pays de l'Est, n'ont pas été discutées, et restent plus qu'ambigües... Une chose est acquise pour Philippe, et pour bien d'autres, c'est que la façon dont les droits de l'Homme sont bafoués dans les pays de l'Est, pose un problème énorme. Est-ce que ce ne sont que des accidents certes graves, mais qui n'interrogent pas sur la nature même de ces pays ?

« Evidemment, le socialisme forme un tout, il faut dire les choses telles qu'elles sont. Pour moi, je pense que ce qui est décisif, c'est la base économique... Mais c'est vrai que la question de l'intervention des masses est quelque chose d'important. Sur cela, on sait peu de choses, même sur le système économique. C'est des problèmes qu'il faut discuter, sur lesquels il faut avoir des arguments. Il y a encore des points de vue anciens, braqués sur ces questions, et une certaine prudence... C'est pourtant un problème très important, sur lequel nous ne savons pas assez de choses. »

POUR QUE LES TRAVAILLEURS IMMIGRÉS PRENNENT TOUTE LEUR PLACE DANS LA CGT...

Au fond de la salle du Congrès, lors d'une interruption de séance, nous commençons à discuter avec 3 délégués du bâtiment, tous trois immigrés : deux Algériens et un Portugais qui travaillent dans la région parisienne et en Gironde. Ce dernier est d'ailleurs intervenu lors du débat général, pour insister sur la place que doivent prendre les travailleurs immigrés dans la CGT. A peine la discussion, passionnée, a-t-elle commencé, que d'autres délégués de la construction sont venus s'y joindre, spontanément... Ce qui préoccupe dans l'immédiat les délégués immigrés, ce sont les menaces qui pèsent sur les immigrés, en particulier Algériens, avec le non-renouvellement possible des papiers, au cours des mois qui viennent.

« Il y a un très gros travail à faire contre ces menaces, pour faire comprendre que de plus en plus, le gouvernement nous en met plein la figure. Il faut prendre nos responsabilités. Ce combat, nous ne le gagnerons pas tout seuls, isolés ! »

Sur la place des travailleurs immigrés dans la CGT, ils ont beaucoup à dire :

— B. : « A part le camarade de la Gironde, qui a posé le problème ? Bien sûr, il y a des objectifs dans la CGT sur la participation des immigrés, mais il reste beaucoup à faire. »

— K. : « Il y a eu deux ou trois interventions, qui ont souligné une certaine prise en compte. Mais c'est vrai qu'il y a encore un important travail à faire. Il me semble que l'avenir nous promet des changements, dans la mesure où les travailleurs immigrés qui participent aux luttes, feront sentir qu'ils font partie de la classe ouvrière de France. »

— P. : « Je pense que jusqu'à maintenant, la CGT n'a pas donné beaucoup de stages de formation pour les travailleurs immigrés, qu'elle ne tient pas tellement compte du pourcentage qu'on représente. Par exemple, au Congrès, il y a moins d'immigrés à la Commission exécutive qu'au précédent ! J'espère que ça va changer. »

Un autre délégué intervient : « La représentation est faible, mais pourquoi ? Est-ce que tous les travailleurs immigrés prennent en charge la bataille syndicale ? Il y a le poids des menaces. Prendre des responsabilités syndicales, ce n'est pas facile pour eux. »

— A. : « Je crois que c'est à partir du moment où il y aura plus de travailleurs immigrés dans la CGT que leurs revendications seront plus prises en compte. Au niveau des syndicats, il y a eu des efforts, mais encore insuffisants, on le voit y compris dans ce Congrès. C'est les travailleurs français et immigrés qui doivent prendre ce problème en charge, mais il faut surtout que les travailleurs immigrés prennent les choses en mains. »

Ce qu'ils attendent du Congrès ? D'abord que la démocratie prenne corps, qu'on puisse exprimer son point de vue, débattre à fond des problèmes, qu'on tienne compte des points de vue exprimés...

Meeting de soutien à la lutte révolutionnaire du peuple iranien

VENDREDI 15 DECEMBRE — 20 H
Maison du Canada (Cité U)
Film — Exposition de Photos —

Vive le soulèvement populaire en Iran !
Vive la lutte révolutionnaire du peuple iranien !
A bas le régime fasciste du Shah
valet de l'impérialisme US !
A bas l'impérialisme, l'hégémonie, et la réaction !

à l'appel de l'Union des Etudiants Iraniens
en France
U.E.I.F.

● Pressions soviétiques

A l'occasion d'une réunion organisée par le PC bulgare, le représentant soviétique, Ponomarev a déployé ses efforts en vue d'obtenir une condamnation de la politique chinoise par les partis représentés, dont le PCF, et de justifier les augmentations de budget militaire, demandées lors de la réunion du pacte de Varsovie. Par ailleurs, un avertissement transparent a été adressé à la Roumanie. Ponomarev a exigé le soutien au «socialisme réel» et affirmé que tout manquement à la solidarité augmentait le risque de guerre. De son côté Ivkov chef du PC bulgare a affirmé : «Etre patriote dans un pays socialiste signifie qu'il y faut être parfaitement conscient que son propre destin est lié à l'existence de la communauté fraternelle des pays socialistes et en premier lieu de l'Union soviétique». Pour sa part la Roumanie présente à Sofia s'est abstenue de participer à une conférence sur l'amitié avec l'URSS organisée en Tchécoslovaquie.

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
CCP N° 23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

Iran : la Savak organise des manifestations en faveur du Shah dans tout le pays

Les Etats-Unis continuent de soutenir le Shah, si on en croit du moins les déclarations faites par Carter mardi 12 décembre où il réaffirme «son soutien et sa confiance» au souverain iranien. Mercredi, une réunion exceptionnelle du conseil national de sécurité s'est déroulée sur l'Iran à Washington. En Iran, les autorités, s'appuyant sur les agents de la Savak, ont organisé dans de nombreuses villes du pays, des manifestations de soutien au Shah, contraignant sous la menace des armes, les passants à crier «Vive le Shah». A Ispahan, les militants arrêtent les voitures, il faut crier «Vive le Shah» tandis que les soldats collent sur les pare-brises des portraits du roi. Quand un automobiliste refuse, il est sorti de force, violemment rossé à grands coups de gourdin et les soldats cassent les vitres du véhicule avec les crosses de leurs fusils. Dans la seule ville d'Ispahan, 6 personnes sont mortes pour avoir refusé de crier «Vive le Shah» et 85 autres ont été blessés pour la même raison.

A l'hôpital d'Ispahan, les soldats ont été jusqu'à tirer sur des donneurs de sang qui faisaient la queue à la porte de la salle des urgen-

ces. Le ministère de l'Information n'a reculé devant aucun moyen pour soigner la propagande du Shah : il a affrété un avion spécial pour emmener des journalistes étrangers voir les manifestations pro-gouvernementales d'Ispahan. A Téhéran, on a entassé femmes et enfants dans les camions de l'armée pour les emmener manifes-

ter en faveur du Shah. Les soldats sont grimpés sur les toits des autobus et ils appelaient par haut-parleurs la population à soutenir le roi. Quelques 5 000 personnes ont ainsi été rassemblées par la Savak pour «manifester» sous la contrainte, leur soutien au Shah.

Les ressortissants étrangers continuent à quitter

massivement le pays, on estime que des 100 000 occidentaux établis en Iran la moitié est déjà partie. D'autre part, on apprenait jeudi matin que Karim Sandjani, dirigeant du Front National aurait été reçu par le Shah ; cette information n'a pu encore être vérifiée.

F.R.

Malgré la Savak, les grèves se poursuivent



Déclaration du PCR ml et du PCML sur le Vietnam

Durant de nombreuses années, les militants marxistes-léninistes en France ont soutenu de toutes leurs forces la lutte du peuple vietnamien, ainsi que celles des peuples du Cambodge et du Laos, contre l'agression américaine. En un temps où les dirigeants soviétiques, suivis de ceux du PCF, n'avaient la possibilité pour un peuple du Tiers-Monde de remporter la victoire sur une grande puissance impérialiste, les marxistes-léninistes affirmaient leur certitude dans la victoire du Vietnam contre l'agresseur, en dépit de la supériorité en matériel de celui-ci. C'est donc avec une immense joie qu'ils ont accueilli la victoire du peuple vietnamien, comme celles des peuples du Cambodge et du Laos.

Mais trois ans après, l'actuelle direction du Vietnam, que nous ne saurions confondre avec le peuple de ce pays, trahit et foule aux pieds les idéaux pour lesquels il a combattu et pour lesquels nous avons soutenu ce combat. Ce sont les mêmes raisons qui, hier, nous ont fait soutenir le peuple vietnamien et qui, aujourd'hui, nous font dénoncer et combattre la politique suivie par le gouvernement actuel du Vietnam.

Le peuple vietnamien a combattu contre la misère et l'oppression. Loin de permettre de surmonter les conséquences de

l'agression américaine et des calamités naturelles, l'actuelle politique se solda par la famine pour le peuple et par la persécution. Les mesures chauvines et racistes prises en particulier à l'égard des ressortissants chinois, sous couvert de collectivisation, rappellent celles des gouvernements fascistes d'hier. Des centaines de milliers d'ouvriers, de paysans, de simples gens, résidant au Vietnam depuis de nombreuses années, qui, en très grand nombre, ont participé activement à la lutte contre l'agression US, ont été privés de tout moyen de subsistance, chassés de leurs villages. Nombre d'entre eux ont été jetés en prison, tués, contraints à l'exode, notamment vers la Chine. Pendant ce temps, des profiteurs s'engraissent de la misère du peuple : la corruption est élevée au rang d'une véritable institution.

Le peuple vietnamien a combattu pour être maître de son destin, pour être indépendant. Mais l'actuelle direction vietnamienne a fortement accru ses liens de dépendance vis-à-vis de l'impérialisme soviétique. Le Vietnam fait désormais partie du COMECON. Au nom de la «division internationale du travail», chère à Moscou, le Vietnam qui a besoin de céréales pour nourrir son peuple, est contraint de produire du thé, du cacao, du café, qui sont exportés en URSS en

échange de vieilles machines et surtout d'armements modernes.

Le traité militaire soviéto-vietnamien a officialisé le remplacement des bases militaires américaines par des bases soviétiques. Les livraisons massives d'armements, y compris les plus sophistiqués, la présence massive de conseillers militaires soviétiques, sont destinés à menacer et agresser les voisins du Vietnam. Les dirigeants vietnamiens servent la politique d'expansion de l'URSS.

Le peuple du Vietnam a combattu avec le soutien et dans l'unité avec la Chine. Mais aujourd'hui, la direction vietnamienne désigne la Chine comme l'ennemi numéro un, se livre à des incursions et à des agressions en territoire chinois. A plusieurs reprises, des Chinois ont été tués par des soldats vietnamiens, sur le territoire chinois. Il est clair que cette politique aventuriste et agressive est encouragée par Moscou. Les actuels dirigeants vietnamiens ont trahi l'esprit du testament du président Ho Chi Minh, qui n'avait jamais cessé d'œuvrer à l'amitié entre les peuples des deux pays.

Le peuple du Vietnam avait combattu dans la solidarité avec les peuples du Laos et du Cam-

bodge. Maintenant, la direction vietnamienne a lancé son armée dans une agression contre le Cambodge : nul n'ignore désormais que les combats ont lieu sur le sol de ce pays. Plus de 100 000 soldats sont engagés dans cette agression. Les avions soviétiques survolent le territoire du Kampuchéa démocratique. Les agresseurs vietnamiens n'ont pas hésité à recourir à l'emploi de gaz toxiques, destinés à tuer la population, comme le faisaient hier les Américains. Afin de camoufler leur agression, les dirigeants vietnamiens ont mis sur pied dernièrement un soi-disant «Front uni national du Kampuchéa pour le salut national», afin de faire croire à un soulèvement de masse. On sait que les Soviétiques sont experts dans ce genre de manœuvres et que c'est en faisant état d'un appel de prétendus «patriotes tchécoslovaques» qu'ils ont tenté de camoufler leur agression contre la Tchécoslovaquie dont la direction vietnamienne vient d'ailleurs de célébrer le 10^e anniversaire avec un éclat tout particulier.

Fort de son bon droit, défendant son indépendance, sous la direction du Parti communiste, pratiquant la guerre populaire, le peuple du Kampuchéa fait face à cette agression de grande ampleur. Comme il a su hier, mettre en échec l'agression américaine, il saura mettre en échec l'agression vietnamienne, appuyée par Moscou. D'ores et déjà, il a fait

échouer plusieurs offensives. C'est toujours au nom des mêmes principes que nous soutenons aujourd'hui la résistance du peuple du Kampuchéa face à l'agression.

Alors que, dans les années 60, les dirigeants du PCF faisaient observer une minute de silence pour Kennedy, qui avait intensifié alors l'intervention américaine au Vietnam, alors qu'en 1967, par exemple, avec la protection de la police, ils avaient organisé une agression contre un meeting marxiste-léniniste de soutien au peuple vietnamien, aujourd'hui, ils voudraient détourner le prestige légitime dont jouit le peuple du Vietnam grâce à ses luttes passées, au profit de la politique criminelle suivie par la direction vietnamienne actuelle. En agissant ainsi, ils démontrent une fois de plus que, dans la pratique, ils approuvent l'essentiel de la politique étrangère de l'URSS, politique d'agression et d'expansion.

Le PCR ml et le PCML appellent leurs militants, les anti-impérialistes authentiques, à faire connaître la vérité sur la politique de la direction actuelle du Vietnam, à dénoncer l'expansion en Asie du Sud-Est de l'URSS, à soutenir le Kampuchéa démocratique dans sa juste guerre contre l'agression.

Pour mieux lutter

CONNAITRE L'ECONOMIE

Sécurité sociale : Pour un salaire de 3 000 F,
45 F de plus pris dans votre poche

Maurice REYNAUD

● Au premier janvier prochain, un travailleur gagnant 3 000 F par mois se verra retrancher 37,50 F de plus de sa feuille de paye au titre des cotisations de Sécurité sociale. Le patron, lui, ne versera que 15 F de plus. C'est ce que Barre appelle une « juste répartition de la

charge du déficit de la Sécurité sociale ». En majorant les cotisations, il ne respecte pas les engagements pris à Blois, avant les élections de ne pas augmenter les impôts et charges sociales jusqu'à fin 1979.

Cette nouvelle ponction sur le salaire ne sera

pas, bien sûr, inscrite dans l'indice des prix ; ce sera donc une occasion supplémentaire pour dissimuler la dégradation du pouvoir d'achat. Pour financer un déficit qui n'existerait pas sans le chômage ni les dettes des patrons envers la Sécurité sociale.

Les salariés paieront les frais

Les nouvelles mesures interviennent moins de trois ans après les hausses massives de cotisations de 1976 qui avaient majoré le taux global de 2,9 points et s'étaient accompagnées de réductions de taux de remboursements en assurance maladie (voir encadré). A l'époque, du fait de la « répartition égale » de cette hausse sur le salarié et le patron, le pouvoir d'achat avait baissé d'un peu moins de 1,5 %. Aujourd'hui, la nouvelle hausse est supportée par le salarié pour la moitié pour la maladie et près des trois quarts pour la vieillesse, de sorte que la nouvelle baisse du pouvoir d'achat sera de 1,25 % (voir tableaux). S'y ajoute un projet d'une cotisation d'assurance vieillesse pour les retraités.

MOINS ON GAGNE,
ET PLUS ON VERSE

Le relèvement des cotisations d'assurance vieillesse, qui ne sont calculées que sur la partie du salaire inférieure au plafond (4 470 F en 1978) maintient intacte la profonde inégalité du poids des cotisations sociales selon le salaire au détriment des travailleurs (voir tableau). Le taux global approche en effet 40 % pour un salarié de 2 000 F ou 3 000 F (jusqu'à 4 470 F) et diminue à 22 % pour un salaire de 10 000 F.

C'est la raison pour laquelle les cadres, notamment par l'intermédiaire de Charpentier, de la CGC, ont toujours fait savoir qu'ils étaient prêts à « aller au combat » contre le calcul des cotisations sur l'ensemble de leur salaire. Mais la bourgeoisie ménage ses cadres et, malgré le « déplafonnement » de quelques points d'assurance maladie (qui seront maintenant calculés sur la totalité du salaire), il n'y a rien de fondamentalement changé.

Car les cadres ont su tirer parti d'un taux plus faible de charges sociales : la différence avec les taux appliqués aux travailleurs est en partie comblée par des cotisations à des régimes complémentaires de retraite qui leur procurent des avantages appréciables. Les non cadres ont eux aussi des régimes complémentaires, mais beaucoup moins favorables : en 1977, le montant moyen des retraites complémentaires des cadres était de plus de 2 000 F par mois, alors qu'il n'était que de 460 F pour les non cadres.

EN RETRAITE :
ENCORE INÉGALITÉ

D'ailleurs, si le régime général d'assurance vieillesse est en déficit, les régimes complémentaires de cadres disposent d'excédents confortables (5 à 6 milliards).

Dans la balance :
le poids des intérêts patronaux

Parmi les autres solutions destinées à combler le « déficit » de la Sécurité sociale, le gouvernement pouvait encore accroître la subvention de l'État, plus importante en proportion dans les autres pays européens. Mais qui financera cette subvention ? La TVA, l'impôt sur les sociétés ou sur le revenu, des taxes spéciales sur le tabac et l'alcool ? Le CNPF et les syndicats sont favorables à l'augmentation de la part de l'État, sans préciser la contrepartie fiscale.

On sait en tout cas que le système des impôts pèse finalement pour l'essentiel, en régime capitaliste, sur les travailleurs.

PRENDRE SUR LES
REMBOURSEMENTS ?

Autre formule : la réduction supplémentaire des taux de remboursement n'a pas été appliquée cette fois-ci. Étant donné l'ampleur des sommes à trouver, il aurait presque fallu supprimer les remboursements des honoraires médicaux, ce qui constituerait une agression contre les travailleurs, lourde de conséquences pour la « paix sociale ». Des mesures continueront cependant d'être prises pour peser sur les moyens disponibles pour se soigner (blocage des investissements hospitaliers, limitation renforcée du nombre d'étudiants en médecine, contrôle accru des caisses de sécurité sociale sur les médecins trop « dépensiers »...)

ENCORE
LA CONCURRENCE
INTERNATIONALE

L'augmentation des cotisations a l'avantage de rapporter beaucoup d'argent (un point de cotisation procure entre 5 et 6 milliards). Mais les patrons ne sont pas plus disposés à payer davantage de cotisations qu'à augmenter les salaires. Les deux constituent, en effet, le coût salarial global. Bien que celui-ci soit en France parmi les plus bas d'Europe, le discours sur la concurrence extérieure et la « compétitivité » vaut pour

les charges sociales aussi bien que pour les salaires.

BARRE ÉGAL
A LUI-MÊME

En définitive, c'est donc la meilleure solution pour le patronat qui a été adoptée puisque l'essentiel des majorations de taux est supporté par les salariés. Cette amputation de leur

revenu aura des conséquences sur la consommation et donc sur le niveau d'activité économique et l'emploi en 1979. Elle se situe dans la ligne de la politique Barre poursuivie depuis trois ans qui maintient la parité du franc et rétablit le commerce extérieur par l'austérité en sacrifiant le niveau de vie et l'emploi.

Le détail des mesures
gouvernementales

● Majoration des cotisations :

1) Relèvement de 1,75 point de la cotisation d'assurance vieillesse dont 1,25 point à la charge du salarié et 0,50 point à la charge du patron.

2) Déplafonnement de 4 points de la cotisation d'assurance maladie (ces 4 points seront calculés sur la totalité du salaire, alors qu'ils l'étaient auparavant sur la fraction du salaire inférieure au plafond (égal à 4 000 F par mois en 1978 dont 2 à la charge du salarié et 2 à la charge du patron. Un nouveau déplafonnement de 1 point à la charge du salarié interviendra au premier janvier 1980

3) Majoration de 3 points de la cotisation d'assurance maladie pour les commerçants et les artisans.

4) Les retraités verseront une cotisation d'assurance vieillesse (un projet de loi sera déposé à cet effet).

● Freinage accru des dépenses de santé : un taux limite d'augmentation de dépenses hospitalières sera fixé pour les 3 prochaines années, le contrôle sur les médecins trop « généreux » sera renforcé, la modernisation des hôpitaux sera ralentie.

● Une commission des comptes de la Sécurité sociale sera créée pour suivre la situation et les perspectives financières de la Sécurité sociale.

Les mesures appliquées
en 1976

● Majoration des cotisations de 2,9 points répartis par moitié à la charge du salarié et du patron dont :

— Assurance maladie : 1 point sur le salaire total au premier janvier, plus 1 point sur le salaire plafonné au premier octobre

— Assurance vieillesse : 0,5 point au premier janvier puis 0,4 point au premier octobre, sur le salaire plafonné.

● Réduction des taux de remboursement :

— Pour les auxiliaires médicaux (infirmiers, masseurs...) de 75 % à 65 %

— Pour les transports de 100 % à 70 %

— Pour 729 médicaments (contre la fatigue, les maladies nerveuses...) de 80 % à 60 %

● Freinage des constructions d'hôpitaux, pression sur les coûts de fonctionnement.

LES NOUVEAUX TAUX DE COTISATION

(ensemble pour la maladie, la vieillesse, les prestations familiales)

	Salarié		Patron		Total
	Sur le salaire				
	plafonné*	total	plafonné*	total	
1971 à 1975	5,5	1	26,7	2	32,2 — 3 35,2
Oct. 76 à 78	6,45	1,50	27,65	2,50	34,1 — 4 38,1
1979	5,70	3,50	26,15	4,50	31,85 — 8 39,85

* plafonné : part du salaire inférieure au «plafond» égal à 4 000 F par mois en 1978 et 4 470 F en 1979.

COTISATIONS PAYÉES SUR UN SALAIRE BRUT DE*

	2 000 F		3 000 F		5 000 F		8 000 F		10 000 F	
	1978	1979	1978	1979	1978	1979	1978	1979	1978	1979
Salarié	159	184	238,5	276	333	430	378	535	408	605
Patrons	603	613	904,5	919,5	1 231	1 394	1 306	1 529	1 356	1 619
Total	762	797	1 143	1 195,5	1 564	1 824	1 684	2 064	1 764	2 224
En % du salaire	38,1	39,85	38,1	39,85	31,3	36,5	21,0	25,8	17,6	22,2

* Pour 1979 on a tenu compte de la majoration plafond (passé de 4 000 F à 4 470 F).

NEGOCIATIONS DOUANIERES CEE - USA, RETICENCES FRANÇAISES

● Le Conseil des ministres des Neuf discutait, ce mardi, des premières propositions de la Commission de Bruxelles pour les négociations douanières avec les Etats-Unis. L'absence à cette réunion du ministre français du Commerce extérieur confirme les réticences du gouvernement français quant à la manière dont se présentent ces négociations.

Le problème porte sur les échanges de produits agricoles entre les Etats-Unis et la CEE. Selon la législation américaine, les produits importés aux Etats-Unis doivent être taxés s'ils bénéficient de subventions à l'exportation. Les produits agricoles de la CEE entrent dans cette catégorie, mais le président des Etats-Unis appliquait jusqu'à présent

le droit qui lui était octroyé par le Congrès de lever l'application de ces mesures pour les produits de la CEE. Cette possibilité arrive à expiration le 3 janvier prochain, et le Congrès s'est séparé sans revouler au président le droit de suspendre l'application de ces taxes.

La commission de Bruxelles doit négocier avec les Américains à Genève,

au nom de la CEE. Lors de la précédente réunion des Neuf sur ce sujet, un accord avait été conclu pour refuser d'engager les négociations, tant que le Congrès n'aurait pas reconduit la possibilité pour le président des USA de lever ces droits de douane. La position des partenaires de la France par rapport à ces exigences s'est assouplie dans la dernière période, et les huit autres pays sont à présent favorables à la reprise des négociations, en vue de conclure rapidement un accord, en tout cas avant l'échéance du 3 janvier.

Le représentant français

a estimé trop précipité de telles négociations qui se déroulent sous la pression d'une échéance proche. Il a considéré que la Commission de Bruxelles avait outrepassé le mandat qui lui avait été confié. C'est le 19 décembre qu'elle présentera au Conseil des ministres des Neuf un projet d'accord complet, établi avec les représentants américains. A ce moment, on observera si le gouvernement français maintient ses réserves face aux pressions de partenaires très sensibles aux demandes américaines.

François NOLET

Tchécoslovaquie : le mouvement de la charte 77 se développe malgré la répression

Le nombre de signataires de la Charte 77 a triplé en deux ans malgré la répression dont sont victimes les signataires. Il est passé de 300 signataires début 1977 à 1 000 aujourd'hui. Divers moyens coercitifs sont utilisés par les autorités tchécoslovaques pour tenter de briser le mouvement, ces mesures vont de la suppression d'emploi jusqu'à des peines d'emprisonnement en

passant par l'assignation à résidence dont est victime actuellement un des porte-parole de la Charte, l'écrivain Vaclav Havel. Ce dernier a réussi malgré l'isolement où il est placé à donner une interview où il indique que, sans faire un bilan complet des activités de la Charte dans les deux dernières années, il estime que «le fait que la Charte ait survécu constitue déjà un succès». Dans une let-

tre adressée le 9 décembre au chef du gouvernement tchécoslovaque, deux porte-parole de la Charte déclarent notamment : «Plusieurs représentants du pouvoir... ont affirmé à plusieurs reprises, que seuls des moyens politiques étaient utilisés pour combattre la Charte 77. Mais nous savons quant à nous que l'initiative des signataires de la Charte et d'autres citoyens qui con-

sidèrent d'un œil critique la réalité de la société tchécoslovaque et avancent des propositions pour résoudre ses problèmes, se heurte constamment à la répression policière...»

Une information indique d'autre part que le 3^e porte-parole de la Charte Jaroslav Sabata, arrêté le 1^{er} octobre dernier voit sa détention provisoire prolongée jusqu'au 2 janvier prochain.

● Centre de tri de Nanterre et d'Issy les Moulineaux : les flics évacuent le piquet de grève

L'intransigeance de la direction se confirme donc. Elle en reste bien entendu à sa proposition de lundi : muter les vacataires dans les bureaux postes des Hauts de Seine. Une proposition qui n'a évidemment rien à voir avec l'exigence des postiers. «Il est bien évident, expliquaient plusieurs postiers mercredi matin, qu'elle entend de la sorte, utiliser quelques semaines durant la période de gros trafic (Noël, janvier) pour les virer après. Ce sera d'autant plus facile qu'ils seront cette fois dispersés».

La grève engagée lundi, par les postiers du centre de tri de Nanterre (Hauts de Seine) s'est poursuivie dans la journée de mercredi, suivie à peu près à 60 % par les deux brigades du matin et de l'après-midi. On sait que l'objectif de ce mouvement est la réintégration de 6 auxiliaires licenciés. La direction pour toute réponse a fait appel aux flics. Les grévistes avaient lundi et mardi, bloqué les portes du centre. Initiative, positive qui commençait à retarder sérieusement le courrier en direction notamment des entreprises de la Défense ; les flics se sont chargés de rouvrir les grilles. Mercredi matin, devant l'autre côté de la route longeant le centre de tri, étaient présents plusieurs flics en civil faisant les cent pas, en compagnie d'une voiture de police. A plusieurs reprises, mercredi, les flics n'hésiteront pas à faire pression sur les chauffeurs, les obligeant à rentrer dans le centre. Vers 16 heures trente, les flics franchissaient un nouveau degré dans la répression, et faisaient évacuer le piquet de grève. A Issy les Moulineaux, autre CTA bloqué par les postiers, les policiers sont intervenus dans le même sens.

BHV :
SYNDICALISTES
SUSPECTES

coups de téléphone
revendiquent l'attentat.

80 flics en civil fouillent les bagages de tous les visiteurs du BHV à Paris. Cette décision émane du Préfet de police suite à une nouvelle tentative d'attentat. L'enquête policière se dirige aussi maintenant vers des travailleurs qui auraient pu avoir des «différends» avec le grand magasin parisien. Mercredi un ancien délégué CFTD a été interrogé de 6 heures du matin à midi et demie. Divers

LE PARLEMENT
ITALIEN
APPROUVE
L'ENTRÉE
DANS LE SME

Mercredi soir, le Parlement italien a approuvé l'entrée de l'Italie dans le nouveau Système monétaire européen par 270 voix contre 228 et 53 abstentions. Le vote du PSI a pesé lourd dans la décision puisqu'il appelait à l'abstention et a donc ainsi favorisé le vote favorable, tandis que le PCI était le seul à voter contre ce projet.

A la 20^e conférence générale de l'UNESCO, une déclaration du délégué de l'OLP à propos de Jérusalem

«Il ne faut pas confondre réalisme et résignation»

● La 20^e conférence générale de l'UNESCO s'est achevée il y a quelques jours à Paris. Au cours des débats, la question de Jérusalem a été soulevée. Ce n'est pas la première fois que l'Etat d'Israël est dénoncé à cause de sa politique d'extermination du peuple palestinien, de défiguration totale de la ville. Le délégué palestinien à l'UNESCO a tenu à rappeler que Jérusalem est une ville qui a été occupée en 1948 et 1967, et que le combat de libération du peuple palestinien ne faiblira pas.

«... Au cœur d'une région stratégique à plus d'un égard, il (notre peuple) a été l'objet de convoitise de plus d'une puissance. Ne serait-ce qu'au 20^e siècle nous avons vu se succéder trois oppresseurs. Le colonialisme britannique n'a été qu'une phase transitoire entre la domination ottomane et la ségrégation sioniste. Mais la pénétration sioniste comportait une spécificité qu'il nous faut souligner. Colonialisme de peuplement, le sionisme a imposé à la Palestine une double migration humaine : d'une part, l'expulsion massive du peuple palestinien hors de sa patrie et d'autre part, l'arrivée, d'une manière non moins massive, de co-

lons sionistes vers la Palestine.

Le processus s'est caractérisé par une succession de faits accomplis sur le terrain, le sionisme, puis l'Etat d'Israël cherchant à obtenir des légitimations postérieures sous le couvert d'un rapport de force militaire qui lui est favorable.

LA RÉUNIFICATION
ISRAËLIENNE
DE JERUSALEM
C'EST L'OCCUPATION !

La semaine dernière encore, le délégué de l'Etat d'Israël a dit en séance plénière, avec une franchise frôlant l'arrogance, qu'Israël avait réunifié la ville de Jérusa-

lem, et qu'unifiée elle allait le demeurer. Et, prenant ses desirs pour une réalité, il avait ajouté que l'audience internationale se lassait de voir figurer la question de Jérusalem à l'ordre du jour de chaque conférence générale. Ce qu'il avait oublié de dire c'est que le partage de Jérusalem s'était effectué en 1948 à la suite d'une première occupation israélienne et que sa réunification s'était opérée par une deuxième conquête militaire.

En ce qui concerne son deuxième point, il aurait mieux valu parler d'une inquiétude internationale plutôt que de lassitude et d'indignation que suscitent les pratiques israéliennes à Jérusalem est à la mesure de notre attachement à tous pour Jérusalem, berceau des «civilisations et des religions».

S'appuyant sur la dénonciation d'Israël par des Juifs, le délégué palestinien poursuit :

«Et si je me suis permis de me référer à un Juif Israélien et à une Juive Française,

c'est parce que leurs témoignages revêtent à nos yeux une importance capitale. Les Israéliens dissidents, car c'est ainsi qu'on peut les appeler, et les Juifs qui ne s'identifient nullement à la politique et aux pratiques de l'Etat d'Israël sont une garantie pour l'avenir et ouvrent déjà la voie de la réconciliation future. (...)

ISRAËL :
UNE FORTERESSE,
ET UN GHETTO...
POUR LES JUIFS

(...) Les régimes racistes d'Afrique du Sud, de Rhodésie et d'Israël... ne conçoivent de rapports avec leur environnement géographique que par la force et par la domination. Mais s'il est vrai qu'Israël est une forteresse qui regorge d'armements, il est tout aussi vrai qu'Israël est un grand ghetto dans lequel le sionisme a enfermé les Juifs qui se sont laissés piéger par des promesses fallacieuses. Le nombre d'Israéliens qui émigrent, nombre en cons-

tante augmentation, est la preuve que «la terre promise» n'a pas tenu ses promesses...

(...) Au lieu de lassitude, Monsieur le Président, le délégué israélien aurait été mieux inspiré de parler de l'inquiétude de la communauté internationale. Inquiétude devant l'annexion unilatérale de la ville de Jérusalem. Inquiétude devant la modification de son statut. Inquiétude en ce qui concerne les réquisitions, les démolitions, les dynamitages et les expulsions d'habitants... Inquiétude devant la politique de peuplement juif et d'encerclement qui bouleverse l'équilibre démographique de la ville. Inquiétude devant le pillage de son patrimoine archéologique et culturel... Inquiétude devant le défi systématique qu'Israël oppose aux résolutions des organisations internationales. Enfin et surtout, inquiétude de la communauté internationale devant sa propre impuissance à modifier un état de fait, intolérable et inadmissible.

(...) Monsieur Begin se propose de transférer le siège de son gouvernement dans la partie Est de Jérusalem. Il propose aux Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza un projet pudiquement appelé «autonomie administrative», projet qui tend à perpétuer l'occupation militaire. De plus, des projets frivoles circulent, prévoyant l'installation des Palestiniens dans leurs différents pays d'accueil.

C'est oublier que l'unité nationale palestinienne, cimentée dans la souffrance et l'espérance communes, demeure plus que jamais inébranlable...

C'est aussi miser sur une impuissance permanente de l'Organisation des Nations-Unies.

Monsieur le président, on a tant flatté dernièrement le réalisme de l'OLP, parfois même de manière fort suspecte. Mais qu'Israël ne se trompe pas, il ne faut pas confondre réalisme et résignation.»